



# La Commune



## Institutions en crise et nationalités

Publié le lundi 09 janvier 2017



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant l'impuissance du gouvernement Rajoy à résoudre le problème des nationalités, expression de l'exacerbation de la lutte des classes. Le Partido Socialista Obrero Español (PSOE) contraint à un pacte avec le Partido Popular (PP) pour maintenir les institutions s'installe à son tour dans une crise interne sans précédent.

La crise qui secoue le *PSOE* ne peut que s'aggraver. Son secrétaire général, Pedro Sanchez, a démissionné. Une « commission de gestion » a pris les commandes du *PSOE*. Au même moment, *PP* et *PSOE* ont défini les limites de la réforme constitutionnelle : M. Rajoy et le président de la commission de gestion, Javier Fernández, s'accordent



Juan Pedro Yllanes

pour éviter une révision totale de la Constitution. Ils cherchent l'un et l'autre à écarter du champ de la réforme constitutionnelle des questions comme l'unité de l'Espagne, la reconnaissance du droit à l'autodétermination et la monarchie. Ils avouent ainsi leur impuissance et l'impossibilité de réformer des institutions que le *Partido Comunista d'España (PCE)*, le *PSOE* et les franquistes avaient scellées, il y a bientôt quarante ans, pour ne pas mettre en péril la monarchie héritée du général Francisco Franco.

### L'aspiration à la sécession de la Catalogne

Or le droit à l'autodétermination est aujourd'hui encore au centre du débat politique. Le député du *Partit Demòcrata Català (PDC)*, Francesc Homs, après la présidente de la Généralitat, Carme Forcadell, vient d'être inculpé par le Tribunal Suprême pour son rôle dans l'organisation d'une consultation plébiscitaire sur le droit à décider en novembre 2014. En réponse à ce déni de démocratie élémentaire, *Junts pel Sí (JxSí)*, (coalition du *PDC* avec *Esquerra Republicana de Catalunya*) annoncent que le texte de la proposition de référendum décidé par le gouvernement de la Généralitat sera maintenu secret pour éviter son interdiction, jouant ainsi à cache-cache avec les aspirations légitimes des catalans alors que le Centre d'études d'opinion catalan - organisme dépendant de la Généralitat - déclare dans un sondage récent que les 45,3% de la population voteraient la sécession de la Catalogne.

## La direction de Podemos et « l'ordre stalinien »

Le porte-parole de l'assemblée de Madrid de *Podemos*, José Manuel López, vient d'être limogé et remplacé par un partisan du secrétaire général, Pablo Iglesias, dans la bataille engagée par les courants de cette organisation entre le secrétaire politique Iñigo Errejón, partisan d'une plus large décentralisation et Pablo Iglesias. Pour l'instant M. Errejón est sorti renforcé de ce premier duel, M. Iglesias ayant obtenu 41% des voix contre 39% de son adversaire. Ce résultat rend pratiquement Podemos ingouvernable.

Pour sa part, Juan Pedro Yllanes, député d'*Unidos Podemos (UP)* et tête de liste aux Îles Baléares, a accusé le cofondateur de *Podemos*, Juan Carlos Monedero, de l'avoir menacé et intimidé à la suite de sa prise de position dans le conflit entre les deux courants en lice. Selon *El País* du 16 décembre, M. Yllanes a déclaré: « *j'ai été menacé par le camarade Juan Carlos Monedero qui m'a averti que jusqu'en février - congrès du parti - je peux dire des choses dérangeantes sur son compte mais que lorsque l'ordre stalinien reviendra, il faudra que je fasse attention à ce que je dis* ». Un député témoin direct, de *Podemos*, Eduardo Maura, a écrit: « *on me pose beaucoup de questions sur Yllanes. Il est vrai que j'étais là et ce qu'il dit est vrai* ». M. Yllanes, juge en disponibilité, l'une des figures emblématiques de *Podemos*, a déclaré qu'il ne permettra aucune intimidation : « *ces attitudes me semblent répugnantes et ne m'empêcheront pas de continuer à donner mon opinion sur Podemos [...] Je ne me suis pas tu au cours de ma carrière judiciaire et je n'ai pas décidé de m'engager en politique pour me taire* ». Il avait rallié *Podemos* après avoir été désigné par l'Audiencia Nacional (tribunal de grande instance) de Palma de Mallorca pour présider l'affaire Noos sur les malversations de fonds du beau-fils et de la fille du roi Juan Carlos 1<sup>er</sup>.

## Les bouffons de la Monarchie

A travers ces joutes verbales, *Podemos* dévoile son véritable rôle de bouffon de la monarchie. Ainsi, *Podemos* rejette le référendum catalan, qu'il considère « *une irrévérence qui viole l'article 92 de la Constitution et la législation en vigueur sur les référendums* ». Tout comme le *PSOE*, *Podemos* se tiendra strictement dans les limites constitutionnelles que fixe le Capital, avec l'aide du roi, des juges et de la police. Son crétinisme institutionnel est dès lors avéré.

*Domingo Blaya,*  
*4 janvier 2017*